



Le Saint-Siège

MESSAGE
DE SA SAINTETÉ
JEAN-PAUL II
POUR LA CÉLÉBRATION DE LA
JOURNÉE MONDIALE
DE LA PAIX

1er janvier 1983

LE DIALOGUE POUR LA PAIX, UN DÉFI POUR NOTRE TEMPS

1. Au seuil de l'an nouveau 1983, pour la seizième Journée mondiale de la Paix, je vous présente ce Message sur le thème " Le dialogue pour la paix, un défi pour notre temps ". Je l'adresse à tous ceux qui sont, pour une part, responsables de la paix : à ceux qui président au sort des peuples, aux fonctionnaires internationaux, aux hommes politiques, aux diplomates, mais aussi aux citoyens de chaque pays. Tous sont en effet interpellés par la nécessité de préparer une véritable paix, de la maintenir ou de la rétablir, sur des bases solides et justes. Or je suis profondément convaincu que le dialogue - le dialogue authentique - est une condition essentielle d'une telle paix. Oui, ce dialogue est nécessaire, pas seulement opportun; il est difficile, mais il est possible, malgré les obstacles que le réalisme nous oblige à considérer. Il représente donc un vrai défi, que je vous invite à relever. Et je le fais sans autre but que de contribuer, moi-même avec le Saint-Siège, à la paix, en prenant très à cœur le sort de l'humanité, comme héritier et premier responsable du Message du Christ, qui est avant tout un Message de Paix pour tous les hommes.

Aspiration des hommes à la paix et au dialogue

2. Je suis sûr de rejoindre en cela l'aspiration fondamentale des hommes et des femmes de notre temps. Ce désir de la paix n'est-il pas affirmé par tous les Gouvernants dans les vœux à leur nation, ou dans leurs déclarations à l'adresse des autres pays ? Quel parti politique oserait s'abstenir d'inclure dans son programme la recherche de la paix ? Quant aux Organisations internationales, elles ont été créées pour promouvoir et garantir la paix, et elles maintiennent cet objectif en dépit des échecs. L'opinion publique elle-même, quand elle n'est pas excitée artificiellement par quelque sentiment passionné d'orgueil ou d'injuste frustration, opte pour des solutions de paix ; bien plus, des mouvements de plus en plus nombreux militent, même avec une lucidité ou une sincérité qui peuvent parfois laisser à désirer, pour faire prendre conscience de la nécessité d'éliminer, non seulement toute guerre, mais tout ce qui peut conduire à la guerre. Les

citoyens, en général, désirent qu'un climat de paix garantisse leur recherche de bien-être, particulièrement quand ils se trouvent confrontés - comme de nos jours - à une crise économique qui menace tous les travailleurs.

Mais il faudrait aller jusqu'au bout de cette aspiration heureusement très répandue : la paix ne s'établira pas, ne se maintiendra pas, sans qu'on en prenne les moyens. Et le moyen par excellence, c'est d'adopter une attitude de dialogue, c'est d'introduire patiemment les mécanismes et les phases de dialogue partout où la paix est menacée ou déjà compromise, dans les familles, dans la société, entre les pays ou entre les blocs de pays.

L'expérience passée montre l'importance du dialogue

3. L'expérience de l'histoire, même de l'histoire récente, témoigne en effet que le dialogue est nécessaire pour la véritable paix. Il serait facile de relever des cas où le conflit semblait fatal, mais où la guerre a été évitée ou abandonnée, parce que les parties en cause ont cru dans la valeur du dialogue et l'ont pratiqué, au cours de longues et loyales tractations. Par contre, quand il y a eu des conflits - et, contrairement à une opinion assez répandue, on peut, hélas, dénombrer plus de cent cinquante conflits armés depuis la seconde guerre mondiale! -, c'était que le dialogue n'avait pas vraiment eu lieu, ou qu'il avait été faussé, piégé, volontairement réduit. L'année qui vient de s'écouler a offert une fois de plus le spectacle de la violence et de la guerre; des hommes ont montré qu'ils préféraient se servir de leurs armes plutôt que de chercher à s'entendre. Oui, à côté de signes d'espérance, l'année 1982 laissera dans bien des familles humaines un souvenir de désolation et de ruines, un goût amer de larmes et de mort.

Le dialogue pour la paix est nécessaire

4. Or, qui oserait donc faire peu de cas de telles guerres, dont certaines durent encore, ou des états de guerres, ou des frustrations profondes que laissent les guerres ? Qui oserait envisager sans trembler des guerres encore bien plus étendues et bien plus terribles, qui demeurent menaçantes ? Ne faut-il pas tout faire pour éviter la guerre, même la " guerre limitée " appelée ainsi avec euphémisme par ceux qui ne sont pas directement concernés, étant donné le mal que représente toute guerre, son prix à payer en vies humaines, en souffrances, en dévastation de ce qui serait nécessaire à la vie et au développement des hommes, sans compter le bouleversement de la tranquillité nécessaire, la détérioration du tissu social, le durcissement de la méfiance et de la haine que les guerres entretiennent envers le prochain ? Et aujourd'hui où même les guerres conventionnelles se font si meurtrières, où l'on sait les conséquences dramatiques qu'aurait la guerre nucléaire, la nécessité d'arrêter la guerre ou d'en écarter la menace est d'autant plus impérieuse. Et plus fondamentale par conséquent apparaît la nécessité de recourir au dialogue, à sa vertu politique, qui doit éviter d'en venir aux armes.

Le dialogue pour la paix est possible

5. Mais certains, aujourd'hui, qui se veulent réalistes, doutent de la possibilité du dialogue et de son efficacité, au moins lorsque les positions sont à ce point tendues et inconciliables qu'elles leur semblent ne laisser place à aucune entente. Combien d'expériences négatives, d'échecs répétés paraîtraient appuyer cette vue désabusée !

Et pourtant, le dialogue pour la paix est possible, toujours possible. Ce n'est pas une utopie. D'ailleurs, même lorsqu'il n'a

pas semblé possible, et qu'on en est venu à l'affrontement guerrier, n'a-t-il pas fallu, de toute façon, après la dévastation de la guerre, qui a manifesté la force du vainqueur, mais n'a rien résolu en ce qui concerne les droits contestés, en revenir à la recherche du dialogue ? A vrai dire la conviction que j'affirme ici ne repose pas sur cette fatalité, mais sur une réalité: sur la considération de la nature profonde de l'homme. Celui qui partage la foi chrétienne en sera plus facilement persuadé, même s'il croit aussi à la faiblesse congénitale et au péché qui marquent le coeur humain depuis les origines. Mais tout homme, croyant ou non, tout en demeurant prudent et lucide sur l'endurcissement possible de son frère, peut et doit garder suffisamment de confiance dans l'homme, dans sa capacité d'être raisonnable, dans son sens du bien, de la justice, de l'équité, dans sa possibilité d'amour fraternel et d'espérance, jamais totalement pervertis, pour miser sur le recours au dialogue et sur sa reprise possible. Oui, les hommes sont finalement capables de dépasser les divisions, les conflits d'intérêts, même les oppositions qui semblent radicales, surtout lorsque chaque partie est convaincue de défendre une juste cause, s'ils croient à la vertu du dialogue, s'ils acceptent de se retrouver entre hommes pour chercher une solution pacifique et raisonnable aux conflits. Encore faut-il qu'ils ne se laissent pas décourager par les faillites réelles ou apparentes.

Encore faut-il qu'ils consentent à recommencer sans cesse à proposer un vrai dialogue - en en levant les obstacles et en en déjouant les vices dont je parlerai plus loin - et à parcourir jusqu'au bout ce seul chemin qui conduit à la paix, avec toutes ses exigences et ses conditions.

Les vertus du vrai dialogue

6. Je crois donc utile de rappeler ici les qualités d'un vrai dialogue. Elles s'appliquent tout d'abord au dialogue entre personnes; mais je pense aussi et surtout au dialogue entre groupes sociaux, entre forces politiques dans une nation, entre Etats au sein de la communauté internationale. Elles s'appliquent aussi au dialogue entre les vastes groupements humains qui se distinguent et s'affrontent au plan ethnique, culturel, idéologique ou religieux, car les polémologues reconnaissent que la plupart des conflits trouvent là leur racines, tout en se rattachant aussi aux grands antagonismes actuels Est-Ouest d'une part, Nord-Sud d'autre part.

Le dialogue est un élément central et indispensable de la pensée éthique des hommes, quels qu'ils soient. Sous l'aspect d'un échange, d'une communication entre les êtres humains que permet le langage, il est en réalité, une recherche commune.

- Fondamentalement, il suppose la recherche de ce qui est vrai, bien et juste pour tout homme, pour tout groupe et toute société, dans la partie dont on est solidaire ou qui se présente au contraire comme partie adverse.

- Il exige donc au préalable l'ouverture et l'accueil: que chaque partie expose ses données, mais écoute aussi l'exposé de la situation telle que l'autre la décrit, la ressent sincèrement, avec les vrais problèmes qui lui sont propres, ses droits, les injustices dont elle a conscience, les solutions raisonnables qu'elle propose. Comment la paix pourrait-elle s'établir lorsqu'une partie ne s'est même pas souciée de considérer les conditions d'existence de l'autre !

- Dialoguer suppose donc que chacun accepte cette différence et cette spécificité de l'autre, qu'il prenne bien la mesure de ce qui le sépare de l'autre, et qu'il l'assume, avec le risque de tension qui en résulte, sans renoncer par lâcheté ou par

contrainte à ce qu'il sait être vrai et juste, ce qui aboutirait à un compromis boiteux, et, inversement, sans prétendre non plus réduire l'autre à un objet, mais en l'estimant sujet intelligent, libre et responsable.

- Le dialogue est en même temps la recherche de ce qui est et reste commun aux hommes, même dans les tensions, oppositions et conflits. En ce sens, c'est partager avec lui la responsabilité devant la vérité et la justice. C'est proposer et étudier toutes les formes possibles d'honnête conciliation, en sachant joindre à la juste défense des intérêts et de l'honneur de la partie que l'on représente la non moins juste compréhension et le respect des raisons de l'autre partie, ainsi que les exigences du bien général commun aux deux.

D'ailleurs n'est-il pas de plus en plus évident que tous les peuples de la terre se trouvent dans une situation d'interdépendance mutuelle, au plan économique, politique et culturel ? Celui qui prétendrait s'affranchir de cette solidarité ne tarderait pas à en pâtir lui-même.

- Finalement, le vrai dialogue est la recherche du bien par des moyens pacifiques ; il est volonté obstinée de recourir à toutes les formules possibles de négociations, de médiations, d'arbitrages, de faire en sorte que les facteurs de rapprochement l'emportent sur les facteurs de division et de haine. Il est une reconnaissance de la dignité inaliénable des hommes. Il repose sur le respect de la vie humaine. Il est un pari sur la sociabilité des hommes, sur leur vocation à cheminer ensemble, avec continuité, par une rencontre convergente des intelligences, des volontés, des cœurs, vers le but que le Créateur leur a fixé: rendre la terre habitable pour tous et digne de tous.

La vertu politique d'un tel dialogue ne saurait manquer de porter des fruits pour la paix. Mon vénéré prédécesseur Paul VI a consacré au dialogue une grande partie de sa première encyclique *Ecclesiam suam*. Il écrivait : "L'ouverture d'un dialogue ... désintéressé, objectif, loyal est par elle-même une déclaration en faveur d'une paix libre et honnête. Elle exclut simulation, rivalités, tromperies et trahisons " (cf. AAS, 56, 1964, p. 654). Cette vertu du dialogue demande chez les responsables politiques d'aujourd'hui beaucoup de lucidité, de loyauté et de courage, non seulement vis-à-vis des autres peuples, mais face à l'opinion publique de leur propre peuple. Elle supposerait souvent une véritable conversion. Mais il n'y a pas d'autre possibilité devant la menace de la guerre. Et encore une fois, elle n'est pas chimérique. Il serait facile de citer ceux de nos contemporains qui se sont honorés en la pratiquant ainsi.

Les obstacles au dialogue, les faux dialogues

7. En contrepartie, il m'apparaît salutaire aussi de dénoncer quelques obstacles particuliers au dialogue pour la paix.

Je ne parle pas des difficultés inhérentes au dialogue politique, comme celle, fréquente, de concilier des intérêts concrets opposés, ou de faire valoir des conditions trop précaires d'existence sans qu'on puisse invoquer une injustice proprement dite de la part des autres. Je pense à ce qui durcit ou empêche les processus normaux du dialogue. J'ai déjà laissé entendre que le dialogue est bloqué par la volonté a priori de ne rien concéder, par le manque d'écoute, par la prétention d'être - soi-même et seul - la mesure de la justice. Cette attitude peut cacher tout simplement l'égoïsme aveugle et sourd d'un peuple, ou plus souvent la volonté de puissance de ses dirigeants. Il arrive d'ailleurs qu'elle coïncide avec une conception outrancière et dépassée de la souveraineté et de la sécurité de l'Etat. Celui-ci risque alors de devenir l'objet d'un culte pour ainsi dire indiscutable, de justifier les entreprises les plus contestables. Orchestré par les puissants

moyens dont dispose la propagande, un tel culte - qui n'est pas à confondre avec l'attachement patriotique bien compris à sa nation - peut inhiber le sens critique et le sens moral chez les citoyens les plus avertis et encourager à la guerre.

A plus forte raison faut-il mentionner le mensonge tactique et délibéré, qui abuse du langage, recourt aux techniques les plus sophistiquées de la propagande, piège le dialogue et exaspère l'agressivité.

Enfin, lorsque certaines parties en présence sont nourries d'idéologies qui, malgré leurs déclarations, s'opposent à la dignité de la personne humaine, à ses justes aspirations selon les sains principes de la raison, de la loi naturelle et éternelle (cf. *Pacem in terris*, AAS 55, 1963, p. 300), d'idéologies qui voient dans la lutte le moteur de l'histoire, dans la force la source du droit, dans le discernement de l'ennemi l'a b c de la politique, le dialogue est figé et stérile, ou, s'il existe encore, il est en réalité superficiel et faussé. Il se fait très difficile, pour ne pas dire impossible. Il s'ensuit presque une incommunicabilité entre les pays et les blocs ; même les institutions internationales sont paralysées; et l'échec du dialogue risque alors de servir la course aux armements.

Cependant, même dans ce qui peut être considéré comme une impasse dans la mesure où les personnes font corps avec de telles idéologies, l'essai d'un dialogue lucide semble encore nécessaire pour débloquer la situation et œuvrer pour les aménagements possibles de la paix sur des points particuliers, en comptant sur le bon sens, sur les perspectives de danger pour tous et sur les justes aspirations auxquelles adhèrent en grande partie les peuples eux-mêmes.

Le dialogue au plan national

8. Le dialogue pour la paix doit s'instaurer d'abord au plan national, pour résoudre les conflits sociaux, pour rechercher le bien commun. Tout en tenant compte des intérêts des différents groupes, la concertation pacifique peut se faire constamment, par le dialogue, dans l'exercice des libertés et des devoirs démocratiques pour tous, grâce aux structures de participation et aux multiples instances de conciliation entre les employeurs et les travailleurs, dans la façon de respecter et d'associer les groupes culturels, ethniques et religieux qui composent une nation. Lorsque malheureusement le dialogue entre les Gouvernants et le peuple est absent, la paix sociale est menacée ou absente; c'est comme un état de guerre. Mais l'histoire et l'observation actuelle montrent que beaucoup de pays ont réussi ou réussissent à établir une vraie concertation permanente, à résoudre les conflits qui surgissent en leur sein, ou même à les prévenir, en se dotant d'instruments de dialogue vraiment efficaces. Ils se donnent d'ailleurs une législation en évolution constante, que font respecter des juridictions appropriées pour correspondre au bien commun.

Le dialogue pour la paix au plan international

9. Si le dialogue s'est montré capable de produire des résultats au plan national, pourquoi n'en serait-il pas ainsi au plan international ? Il est vrai que les problèmes sont plus compliqués, les parties et les intérêts en cause plus nombreux, moins homogènes. Mais le moyen par excellence reste toujours le dialogue loyal et patient. Là où il manque entre les nations, il faut tout faire pour l'instaurer. Là où il est déficient, il faut le perfectionner. Jamais il ne faudrait écarter le dialogue en s'en remettant à la force des armes pour résoudre les conflits. Et la grave responsabilité qui est engagée ici, c'est non seulement celle des parties adverses en présence, dont la passion est difficile à maîtriser, mais autant et plus encore celle de pays plus puissants qui s'abstiennent de les aider à renouer le dialogue, les poussent à la guerre, ou les

tentent par le commerce des armes. Le dialogue entre les nations doit être fondé sur la forte conviction que le bien d'un peuple ne peut finalement se faire contre le bien d'un autre peuple: tous ont les mêmes droits, les mêmes revendications d'une vie digne pour leurs citoyens. Il est essentiel aussi de progresser dans le dépassement des clivages artificiels, hérités du passé, des antagonismes des blocs. Il faut reconnaître davantage l'interdépendance grandissante entre les nations.

L'objet du dialogue international

10. Si l'on veut préciser l'objet du dialogue international, on peut dire qu'il doit porter en particulier sur les droits de l'homme, sur la justice entre les peuples, sur le désarmement, sur le bien commun international.

Oui, il doit viser à ce que les hommes et les groupes humains soient reconnus dans leur spécificité, dans leur originalité, avec leur espace nécessaire de liberté, et notamment dans l'exercice de leurs droits fondamentaux. A ce sujet, on peut espérer un système juridique international plus accueillant aux appels de ceux dont les droits sont violés, et des juridictions disposant de moyens efficaces, propres à faire respecter leur autorité.

Si l'injustice sous toutes ses formes est la première source de la violence et de la guerre, il va de soi que, d'une façon générale, le dialogue pour la paix est indissociable du dialogue pour la justice, en faveur des peuples qui souffrent frustration et domination de la part des autres.

Le dialogue pour la paix comportera obligatoirement aussi une discussion sur les règles qui régissent la vie économique. Car la tentation de la violence et de la guerre sera toujours présente dans les sociétés où la cupidité, la course aux biens matériels poussent une minorité nantie à refuser à la masse des hommes la satisfaction des droits les plus élémentaires à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, à la vie (cf. *Gaudium et spes*, n. 69). Cela est vrai au niveau de chaque pays; mais aussi dans les rapports entre pays, surtout si les relations bilatérales continuent à être prépondérantes. C'est là que l'ouverture aux relations multilatérales, dans le cadre notamment des Organisations internationales, apporte une chance de dialogue, moins grevée d'inégalités, et donc plus favorable à la justice.

Evidemment l'objet du dialogue international portera aussi sur la dangereuse course aux armements, de manière à la réduire progressivement, comme je l'ai suggéré dans mon message lu à l'O.N.U. en juin dernier, et conformément au message que les savants de l'Académie pontificale des sciences ont porté de ma part aux responsables des puissances nucléaires. Au lieu d'être au service des hommes, l'économie se militarise. Le développement et le bien-être sont subordonnés à la sécurité. Science et technologie se dégradent en auxiliaires de la guerre. Le Saint-Siège ne se lassera pas d'insister sur la nécessité de freiner la course aux armements par des négociations progressives, appelant à la réciprocité. Il continuera à encourager tous les pas, même les plus petits, du dialogue raisonnable en ce domaine capital.

Mais l'objet du dialogue pour la paix ne saurait être réduit à une dénonciation de la course aux armements; il s'agit de rechercher tout un ordre international plus juste, un consensus sur la répartition plus équitable des biens, des services, du savoir, de l'information, et une ferme volonté d'ordonner ceux-ci au bien commun. Je sais qu'un tel dialogue, dont fait partie le dialogue Nord-Sud, est très complexe ; il doit être résolument poursuivi, pour préparer les conditions de la véritable paix à l'approche du troisième millénaire.

Appels aux responsables

11. Après de telles considérations, mon Message voudrait être surtout un appel à relever le défi du dialogue pour la paix.

Je l'adresse d'abord à vous, Chefs d'Etat et de Gouvernement ! Puissiez-vous, pour que votre peuple connaisse une paix sociale réelle, permettre toutes les conditions de dialogue et de concertation qui, justement établies, ne compromettraient pas mais favoriseraient au contraire, à longue échéance, le bien commun de la nation, dans la liberté et l'indépendance ! Puissiez-vous pratiquer ce dialogue d'égal à égal avec les autres pays, et aider les parties en conflit à trouver les voies de dialogue, de conciliation raisonnable et de juste paix !

Je fais appel pareillement à vous, diplomates, dont la noble profession est, entre autres, d'aborder les points litigieux et de chercher à les résoudre par le dialogue et la négociation, pour éviter qu'on ne recoure aux armes, ou pour se substituer aux belligérants. Travail de patience et de persévérance, que le Saint-Siège apprécie d'autant plus qu'il est engagé lui-même dans les rapports diplomatiques, où il s'efforce de faire adopter le dialogue comme le moyen le plus apte à surmonter les différends.

Je veux surtout redire ma confiance à vous, responsables et membres des Organisations internationales, et à vous, fonctionnaires internationaux ! Au cours de la dernière décennie, vos Organisations ont trop souvent fait l'objet de tentatives de manipulation de la part de nations désireuses d'exploiter de telles instances. Il reste pourtant que la multiplicité actuelle des affrontements violents, les clivages et les blocages sur lesquels butent les relations bilatérales, offrent aux grandes Organisations internationales l'occasion d'amorcer un changement qualitatif dans leurs activités, quitte à réformer sur certains points leurs propres structures pour tenir compte des réalités nouvelles et jouir d'un pouvoir efficace. Qu'elles soient régionales ou mondiales, vos Organisations ont une chance exceptionnelle à saisir : se réapproprier, dans toute sa plénitude, la mission qui leur échoit en vertu de leur origine, de leur charte et de leur mandat ; devenir les lieux et les instruments par excellence du vrai dialogue pour la paix. Loin de se laisser envahir par le pessimisme et par le découragement qui paralysent, elles ont la possibilité de s'affirmer davantage comme des lieux de rencontre, où pourront être envisagées les remises en question les plus audacieuses des pratiques qui prévalent actuellement dans les échanges politiques, économiques, monétaires et culturels.

Je vous lance également un appel particulier, à vous qui travaillez dans les médias. Les événements douloureux que le monde a connus ces derniers temps ont confirmé l'importance d'une opinion éclairée pour qu'un conflit ne dégénère pas en guerre. L'opinion publique en effet peut freiner les tendances belliqueuses ou au contraire appuyer ces mêmes tendances jusqu'à l'aveuglement. Or, en tant qu'artisans des émissions de radio, de télévision, de la presse, vous avez un rôle de plus en plus prépondérant en ce domaine: je vous encourage à peser votre responsabilité et à faire ressortir avec le maximum d'objectivité les droits, les problèmes et les mentalités de chacune des parties, afin de promouvoir la compréhension et le dialogue entre les groupes, les pays et les civilisations.

Enfin, je dois m'adresser à chaque homme et à chaque femme, et à vous aussi, les jeunes: vous avez de multiples occasions d'abattre les barrières d'égoïsme, d'incompréhension et d'agressivité par votre façon de dialoguer, chaque jour, dans votre famille, votre village, votre quartier, dans les associations de votre cité, de votre région, sans oublier les organisations non gouvernementales. Le dialogue pour la paix est l'affaire de tous.

Motivations particulières des chrétiens pour relever le défi du dialogue

12. Et maintenant, je vous exhorte spécialement, chrétiens, à prendre toute votre part dans ce dialogue, selon les responsabilités qui vous échoient, à le poursuivre avec la qualité d'accueil, de franchise et de justice que requiert la charité du Christ, à le reprendre sans cesse avec la ténacité et l'espérance que vous permet la foi. Vous savez aussi la nécessité de la conversion et de la prière, car l'obstacle par excellence à l'instauration de la justice et de la paix se trouve au coeur de l'homme, dans le péché (cf. *Gaudium et spes*, n. 10), comme il était dans le coeur de Caïn refusant le dialogue avec son frère Abel (cf. *Gn* 4, 6-9). Jésus nous a enseigné comment écouter, partager, faire pour les autres ce qu'on voudrait pour soi-même, régler les différends tandis qu'on chemine ensemble (cf. *Mt* 5, 25), pardonner. Et surtout, par sa mort et sa résurrection, il est venu nous délivrer du péché qui nous oppose, nous donner sa paix, abattre le mur qui sépare les peuples. C'est pourquoi l'Eglise ne cesse de prier le Seigneur d'accorder aux hommes le don de sa paix, comme le soulignait le *Message de l'an dernier*. Les hommes ne sont plus voués à ne point se comprendre ni à se diviser, comme à Babel (cf. *Gn* 11, 7-9). A Jérusalem, au jour de la Pentecôte, l'Esprit Saint fit retrouver aux premiers disciples du Seigneur le chemin royal de la paix dans la fraternité. L'Eglise demeure le témoin de cette grande espérance.

* * *

Puissent les chrétiens être toujours plus conscients de leur vocation d'être, contre vents et marées, les humbles bergers de la paix que, dans la nuit de Noël, Dieu a confiée aux hommes !

Et puissent, avec eux, tous les hommes de bonne volonté relever ce défi pour notre temps, même au milieu des situations les plus difficiles, c'est-à-dire tout faire pour éviter la guerre et s'engager pour cela, avec une conviction accrue, sur la voie qui en écarte la menace: le dialogue pour la paix !

Du Vatican, le 8 décembre 1982.